
Temps critiques

Hors-série

QUELQUES NOTES SUR LES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION DES ANNÉES 1960-1970 ET LEUR DEVENU

« La nostalgie n'est pas le regret vain du passé, la tentation d'un retour, ce serait plutôt ce qui vient du passé comme un chantonnement maintenu : *Le Temps des cerises* encore et encore — une énorme tristesse et de façon presque imperceptible, mais avec parfois de brusques amplifications, la conviction d'un accès malgré tout possible et non plus seulement pensable. Aucune majuscule, aucun lendemain qui chante, mais un hier qui chantonne et la certitude que cela, le présent peut l'entendre. Et cela peut être bouleversant, comme l'a été par exemple la reprise de *Bella ciao* par les manifestantes de Femme, vie, liberté en Iran. »

Jean-Christophe Bailly,
Le Monde, 31 août-1^{er} septembre 2025

1 – CES MOUVEMENTS ONT ÉMERGÉ AUX ÉTATS-UNIS au tournant des années 1950-1960. Ils se sont manifestés dans divers milieux sociaux mais c'est dans deux milieux qu'ils se sont le plus fortement affirmés : les noirs et les femmes. Des mouvements antérieurs avaient déjà exprimé des aspirations d'égalité et de liberté pour les noirs et les femmes mais ils trouvèrent leurs limites non seulement face à la puissance de l'État et de la bourgeoisie, mais aussi du fait de rapports sociaux racialisés qui constituent une spécificité du capitalisme américain.

En effet, les mouvements de libération des noirs se heurtaient en particulier à une partie de la population blanche. Par exemple, à l'issue de la Première Guerre mondiale, qui avait enclenché un fort exode rural de noirs vers les villes, le pays a connu sa pire vague d'émeutes anti-noirs dans de multiples régions, et pas seulement le Sud. C'est à la suite de ces violences qu'est né le premier mouvement nationaliste noir.

Le Women's Lib était la seconde vague du féminisme anglo-américain. Lors de la première vague, dans les années 1920 au Royaume-Uni et aux États-Unis, les femmes militantes avaient obtenu le droit de vote (1919 pour les États-Unis et 1928 pour le Royaume-Uni). Appuyée sur cet acquis, cette seconde vague a pris un caractère moins légaliste, moins « citoyen » et davantage orienté vers la lutte contre la misogynie, les inégalités hommes/femmes, pour la contraception et l'IVG.

Le mouvement pour les droits civiques mené par des milieux afro-américains a d'abord pris un caractère légaliste ; il s'agissait de combattre les inégalités de statut social et politique entre les blancs et les noirs. Des minorités plus radicales (Black Panther Party et autres groupes nationalistes noirs) se sont ensuite détachées des premiers groupes leaders pour donner un caractère moins assimilationniste et plus violent à leurs luttes. C'est alors le pôle communauté ethnique, racial qui est affirmé. Toutefois, il faut remarquer que l'autoréférence, l'autonomie sont toujours présentes dans ces groupes comme en témoigne le nom complet qu'ont donné les fondateurs des Black Panthers à leur parti : « Black Panther Party for Self-Défense ».

Malgré leur différence, la dimension de libération d'oppressions reste le trait commun qui a relié ces deux mouvements. Il n'y a pas de vision d'une autre communauté-société que celle existante mais profondément réformée, démocratisée. L'aspiration pour une société juste et égalitaire reste l'horizon politique de ces mouvements. Leurs devenirs dans les décennies suivantes a d'ailleurs confirmé ce caractère démocrate radical, par exemple dans le mouvement Black Lives Matter, qui ne s'attaque pas particulièrement aux rapports sociaux.

2 – TOUJOURS AUX ÉTATS-UNIS, il faut noter que ces deux mouvements ne s'expriment pas en termes classistes, même s'ils ont du mal à s'en dégager (le modèle du parti pour les Black Panthers, le vocable des rapports sociaux de sexes pour les féministes). C'est le rapport individu-communauté qui se tend. D'un côté, on a l'accentuation du procès d'individualisation et le terme « libération » rend bien compte de cette dimension. Il s'agit de se « libérer » de limitations, d'entraves, d'obstacles, d'interdits, etc. afin d'obtenir une plus grande « liberté » ; d'abord une liberté individuelle, civique ; une liberté garantie par des Droits. Des Droits certes à visée universelle, mais rabattus sur le pôle national ou ethnique ; mais de l'autre, tout cela se fait sur le mode de la particularisation et donc de leur prolifération.

3 – EN EUROPE, ET NOTAMMENT EN FRANCE, les mouvements de libération des années 1960 ont été portés avant tout par les classes moyennes et en particulier les nouvelles classes moyennes salariées en forte croissance. Ces dernières s'affirment comme le creuset de formation du discours du capital qui supplante progressivement l'ancienne idéologie bourgeoise.

Dans les vastes bouleversements et les transformations de tous ordres de ces années-là, avec l'échec des tentatives révolutionnaires prolétariennes (Mai 68 français, mai rampant italien), les anciennes classes sociales ont été traversées par des mouvements de décomposition/recomposition qui ont conduit à la dissolution de l'identité de classe. Dans cet épuisement de la dialectique des classes, la classe ouvrière n'a plus rien à affirmer en propre car elle a été impliquée, au même titre que les autres catégories sociales, dans cette évolution dont elle bénéficie (loi Veil sur l'avortement, les nouvelles lois pour l'égalité hommes-femmes), mais sans en reprendre l'idéologie.

Quant à l'ancienne classe dominante, elle chevauche le tigre en retournant à son profit la dynamique du mouvement de mai-juin. Entre adhésion des uns et passivité des autres, il se produit une homogénéisation interclassiste qui est porteuse d'une puissante aspiration à ce que Beauvoir et Sartre appelaient des « réformes révolutionnaires », et cela dans tous les domaines de l'activité humaine : travail, éducation, santé, culture, habitat, transports, etc.

Le mouvement de libération des femmes en France (avant Mai 68 et *a fortiori* avant que le MLF ne devienne une marque déposée) se calque assez largement sur le mouvement américain. Il s'agit de se libérer des normes, des interdits, des modèles dans lesquels les femmes sont assignées. Les institutions qui reproduisent ces dominations sont contestées : la famille dénoncée comme autoritaire, patriarcale, porteuse de répression sexuelle, reléguant la femme au foyer ; l'entreprise favorisant l'inégalité hommes-femmes dans la qualité de l'emploi et le niveau de salaire ; la justice qui criminalise l'avortement.

En mai 68 et dans les années qui suivirent, on voit poindre une tension entre les militantes féministes pour qui c'est le pôle individu qui est le plus décisif (crucial) et d'autres groupes qui mettent l'accent

sur le pôle communauté, celui-ci étant médié par la classe sociale, par la classe révolutionnaire, par le prolétariat (cf. Marx, « Il y a un individu plus exploité que le prolétaire, sa femme »).

Ces dernières recherchent une jonction avec les milieux ouvriers, d'abord et avant tout les ouvrières, car l'émancipation de la classe exploitée ne sera pas complète si les inégalités hommes-femmes perdurent. D'autres iront jusqu'à dénoncer le travail domestique et parler de double journée de travail pour celles qui ont un travail professionnel. Les opéraïstes italiens, pour leur part, avanceront l'idée d'un salaire politique pour tous comme unité et égalité dans la lutte.

4 – BREF, TOUT CELA EST RELATIVEMENT CONNU. Ce qui est davantage refoulé, occulté, c'est de comprendre que ces « libérations » ont certes fait sauter des verrous posés et cultivés par l'ancienne société bourgeoise, mais qu'elles ont été englobées par ce que nous nommons « la révolution du capital ». Si l'on considère l'ensemble des ruptures et des continuités historiques qui ont opéré depuis le début des années 1960, on pourrait voir (avec un clin d'œil non aveuglé par Hegel) ce « moment des libérations » comme une sorte de ruse de l'histoire. Ruse dialectique (bien sûr !) qu'on peut formuler dans les termes suivants.

Il y a bien eu affranchissement des individus participant à ces processus ; « libération » par rapport à des modes de vie qui limitaient et opprimaient les militants de ces mouvements, mais cette « libération » a contribué à adopter (voire à se soumettre à) des modes de vie et des formes d'existence qui mutilent (Adorno) les individualités et bouchent l'horizon collectif pour un devenir autre.

Dans la seconde partie des années 1980, certains groupes ou individus, dans les milieux ultragauche, anarchistes ou autonomes, avaient perçu cet enfermement dans le paradigme des « libérations » : tout le monde se « libérait » de quelque chose ou de quelqu'un, c'était le règne de l'Autonomie avec un grand A. Ils proféraient alors le slogan « Il faut nous libérer des libérations », sans avoir pleinement conscience qu'ils pouvaient rester prisonniers du cercle tautologique et autoréférentiel de la chose !

Autrement dit, le mouvement grâce auquel on s'est libéré des aliénations anciennes peut engendrer des aliénations nouvelles encore plus lourdes s'il ne permet pas l'émergence d'un autre mouvement qui n'est pas autonomiste et qui permettra aux individus et à la communauté des vivants de sortir du cycle oppression-libération ; cycle constitutif du nouveau mode d'être qui caractérise la société du capital et rend problématique la notion même d'émancipation.

5 – LES ASSOCIATIONS LGBT sont-elles en continuité avec les anciens mouvements de libération (MLF, FHAR, etc.), ou bien ne représentent-elles aujourd'hui qu'un ensemble de réseaux qui se livrent essentiellement à des luttes de pouvoir pour se faire reconnaître auprès des médias et des pouvoirs publics ?

Cette dernière position est celle de Marie-Jo Bonnet avec qui nous avons eu de nombreux échanges fructueux. Elle est une des fondatrices du groupe « Les Gouines rouges », qui, en 1971, s'est constitué en dissidence du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), car elles craignaient d'y voir disparaître la spécificité des conditions oppressives pesant sur l'homosexualité féminine. Cette position de continuité entre deux périodes historiques, nous ne la partageons qu'en partie. En effet, les actuelles associations militantes issues du mouvement LGBT, qui ont déjà une certaine ancienneté, puisqu'elles émergent dans les années 1990, ont à voir avec les anciens militants des mouvements de libération (MLF et FHAR notamment) en ce sens qu'elles en sont les reliquats réifiés.

Il y a une filiation historique car ils ne sont pas sortis d'un vide politique ou d'un décret ou encore d'une fondation philanthropique ; il y a bien une filiation, même s'il n'y a pas de continuité politique et que présentement, cela prend l'allure d'un conflit politique entre « féministes historiques », dites parfois aussi « bourgeoises », et néo-féministes dites radicales et à prétention révolutionnaire. C'est comme si M.-J. Bonnet voulait sauver l'honneur et la pureté du mouvement féministe d'origine, alors que les conflits entre féministes implicitement et majoritairement hétérosexuelles d'un côté et féministes lesbiennes affirmées, mais minoritaires de l'autre, n'avaient pas influé rapidement sur le

devenir du mouvement. Par ailleurs, on sait que Psych et Po s'est constituée en organisation puis quasiment en secte dans la période 1978-1987 ; et le mouvement avait de toute façon très vite adopté ce qu'on pouvait appeler à l'époque des modes d'action institutionnels, c'est-à-dire des stratégies politiques habituelles du parlementarisme et de l'électoratisme.

Les associations LGBT d'aujourd'hui ne se posent pas tant de questions politico-métaphysiques : dans une société dominée par les médias, il leur faut trouver et cultiver une apparence, celle de la « fierté » pour n'en citer qu'une. Sous cette apparence, la seule dimension radicale qui transparaît, c'est : il n'y a pas une dualité sexuelle, il n'y a que des genres et à terme l'espèce humaine doit abolir ce qui a longtemps été considéré comme une prédétermination naturelle. Par-delà l'aspect idéologique, pour ne pas dire arbitraire, de cette affirmation, à l'aune des luttes contre l'exploitation et la domination, elle s'avère politiquement inconsistante.

Cet englobement progressif du mouvement de lutte dans les revendications de droits ne relève toutefois plus d'une institutionnalisation, comme on pouvait encore le dire dans les années 1970, puisque, dans l'actuelle société capitalisée, les institutions sont en voie de résorption. Qu'est-ce à dire ?

L'universalité de la loi et sa légitimation par l'État-nation se sont trouvées affaiblies par la multiplication de dispositifs contractuels qui particularisent l'ancienne loi générale. La portée universelle des institutions s'est altérée dans la contractualisation de rapports sociaux et de relations interpersonnelles.

Par exemple, de valeur universelle certes critiquable qu'elle avait, l'institution du mariage s'est particularisée au gré des nouvelles morales de l'intérêt et du goût dans des pactes (le PACS) et des dispositifs contractuels spécifiques divers et variés. Dit autrement, les mouvements de critique de l'institution bourgeoise du mariage en sont venus à demander son extension à toutes les formes envisageables de couple. Fini l'amour libre des années 1960-1970 et mariage pour tous pour entrer dans les années 2000. Un simple dispositif civique comme tant d'autres qui inverse l'ordre des choses. Au PACS qui prenait pour modèle le mariage civil succède des formes de mariage qui prennent pour modèle le PACS.

Cette résorption des institutions s'est manifestée dans tous les domaines de la vie politique, sociale et culturelle. Pensons à l'institution (napoléonienne) du baccalauréat, qui s'est particularisée dans le contrôle continu, ou encore à l'institution de la justice qui s'est particularisée dans la « justice restaurative », introduite dans le droit français par la loi Taubira de 2014.

Ainsi, la résorption d'un mouvement historique dans des organisations et sa réification en réseaux nous fournit un exemple d'achèvement du temps historique. C'est en effet davantage le fruit d'un rejouement que d'une contre-révolution. Rejouement dans lequel les origines du mouvement sont soit travesties (sans jeu de mots !), soit le plus souvent occultées. Occultées car il ne faut pas que les dimensions humaines (*i.e.* bio-anthropologiques) dont le mouvement était porteur soient aujourd'hui exprimées ; par exemple avec le clivage autour des femmes transgenres dans le sport.

Et dans ce rejouement sur le mode de l'artifice, ce qui peut être seulement affirmé aujourd'hui, c'est la dimension de groupe de pression. Pour faire sa place, il doit faire des coups de force (boycott, censure) et autres simulacres d'actions contre ce qui lui apparaît comme « système » ou ce qui s'oppose à lui. Il y a bien aliénation (au sens de confiscation, de dépossession) des anciens contenus politiques et anthropologiques des mouvements de libération au profit de formes et de dispositifs. D'une forme dominante : le réseau constitué en tentacules qui défend une ou plusieurs identités (les « identités multiples »), un ou des particularismes, des intérêts, des « fiertés ». Ce formalisme est redoublé par les pratiques performatives qui l'accompagnent « pour faire sens ».

Il n'y a donc pas opposition, ni contradiction entre ancien mouvement et actuelles « luttes de pouvoir », mais il y a échec historique du premier (c'est aussi le nôtre plus largement) et absence de perspective autre que l'activisme pour les autres : type LGBT, mais cela peut recouper les tendances « décoloniales » et « raciales ». Prenons garde à ne pas confondre deux périodes historiques, certes

avec des continuités réelles ou potentielles entre elles, mais aussi et surtout, ici, des ruptures définitives. L'époque des « mouvements de libération » est définitivement achevée depuis la fin des années 1980, y compris celui des libérations nationales avec la révolution portugaise et la décolonisation qui s'ensuit. L'échec des nationalismes arabes, palestinien compris, au profit de groupes islamistes en est un autre signe.

L'ambiguïté et la difficulté, c'est qu'il n'y a pas eu alors contre-révolution puisqu'il n'y avait finalement pas eu révolution prolétarienne ou révolution à titre humain, mais révolution du capital qui permet ce retournement, qui n'est pas analysable en termes gauchistes de récupération.

POUR CONCLURE :

a) le mouvement des femmes, l'historique s'entend, a bien quelque chose à voir avec Mai 68 (la crèche des Beaux-Arts, les premières réunions entre femmes, etc.), mais cette période est brève et il s'épuise dans l'épuisement du mouvement de Mai lui-même ;

b) sur les limites du mouvement historique général d'émancipation de cette époque — et à l'échec de sa visée universaliste d'une révolution à titre humain à laquelle participait pleinement le mouvement des femmes à son origine — la singularité féministe et la « Cause des femmes¹ » montent en puissance, s'organisent, se publicisent. Par exemple, les manifs happening du MLF à l'époque du périodique *Le Torchon brûle*. Les jeux de pouvoir entre les groupes féministes visibles et dominants se manifestent et s'intensifient. MLF devient même une marque déposée² ;

c) les particularismes sexuels s'exacerbent avec la société capitalisée : la tension individu/communauté se poursuit, mais sur un mode de basse intensité avec l'éclatement des « communautés », le nomadisme des identités, la tendance à constituer des « milieux » ouverts (les gays) ou fermés (trans, queer, etc.). Leur point commun est la volonté de visibilité maximum avec la recherche d'accès aux médias, aux niches universitaires, aux subventions en provenance de l'État et la participation aux programmes de la Commission européenne contre les diverses « discriminations », toutes activités relevant de recherche de pouvoir (*cf.* la pratique revendiquée de *l'empowerment*) ;

d) c'est au cours de ce processus que la relative homogénéisation nécessaire au réformisme révolutionnaire du capital, dont nous parlions précédemment, est battue en brèche, parce que la neutralité des classes populaires des années 1980-2000 devient problématique. Pour ces dernières, la modernisation : oui, la postmodernité : non. Dit autrement, la bataille pour l'hégémonie culturelle ne les concerne pas ou pire, elle se fait contre elles, puisque quand elles se soulèvent comme au cours du mouvement des Gilets jaunes, elles posent les questions différemment et y répondent autrement, d'où le désarroi et pour le moment l'échec des « extrêmes » à capter ou contrôler ce genre de mouvement.

Temps critiques, le 3 septembre 2025

¹ – *La Cause des femmes* est d'ailleurs le titre du livre de Gisèle Halimi publié en 1974. C'est la même réification du mouvement qui transforme l'insubordination prolétarienne en *La Cause du peuple* des maoïstes. À partir de là, tout va devenir objet de « causes » et elles n'arrêteront pas de proliférer jusqu'à aujourd'hui.

² – Cf. *Chronique d'une imposture, du MLF à une marque commerciale*, Ouvrage collectif, introduction par Simone de Beauvoir, Paris, Association Mouvement pour les luttes féministes, 1981.